

'Je me sens moralement obligé de continuer à aider les victimes'

À Amsterdam, l'affaire du cargo Probo Koala transportant des déchets toxiques est presque oubliée. En 2006, la multinationale Trafigura a décidé de ne pas faire traiter les résidus hautement contaminés du Probo Koala aux Pays-Bas en raison des coûts élevés inhérents à un traitement adéquat. Trafigura a trouvé une solution meilleure marché à Abidjan (Côte d'Ivoire), par l'intermédiaire de la société Tommy qui a déversé les déchets toxiques sur des sites arbitraires dans et autour d'Abidjan. L'exposition aux déchets toxiques a provoqué de graves problèmes de santé auprès de plus de 100.000 personnes. Vingt-cinq différentes organisations sont venues indépendamment aider les victimes. Actuellement, ces organisations travaillent ensemble sous l'égide de l'*Union des Victimes des Déchets Toxiques Côte d'Ivoire* et de l'organisation sœur *Stichting Victimes des Déchets Toxiques Côte d'Ivoire*. Le cabinet d'avocats Beer représente ces organisations.

***par* Angela A.M. van Leeuwen**

Pipira Yao (41 ans) effectuait quotidiennement le trajet de chez elle à son travail avec les transports en commun. Pipira: 'En 2006, le bus roulait tous les jours le long d'une décharge très polluée. Lorsque les portes du bus s'ouvraient, la puanteur y pénétrait. Je trouvais que je ne pouvais pas me voiler la face et que je devais réellement faire quelque chose pour toutes ces victimes.'

Pipira est président de l'association des victimes coordinatrice Union Victimes des Déchets Toxiques Côte d'Ivoire. Il est avec Soumahoro (45 ans), dirigeant d'une des 25 organisations des victimes à Amsterdam. Au cabinet d'avocats Beer, ils expliquent pour quelle raison ils s'engagent quotidiennement depuis plus de neuf ans pour les victimes du scandale du déversement des déchets toxiques du Probo Koala.



(Photographie Hanna Hachula: Pipira Yao et Miamo Soumahoro)



Pipira: 'En 2006, j'avais terminé mes études de mathématiques et de physique et je travaillais au port d'Abidjan. En route vers mon travail, je voyais chaque jour les conséquences de la catastrophe. Partout, des queues de personnes attendaient pour être aidées.

Le gouvernement a déjà évalué le nombre de victimes à plus de 100.000 personnes, mais en réalité, le nombre est beaucoup plus élevé que cela. Les hôpitaux étaient débordés et ne pouvaient pas faire face aux personnes souffrant des yeux, de difficultés respiratoires, d'affections cutanées et de problèmes gastro-intestinaux. L'état de santé des victimes était encore plus grave chez l'un que chez l'autre. Quelques-uns de mes amis qui étudiaient la médecine décidèrent avec moi que nous devons agir. Nous avons alors installé dans Abidjan, à différents endroits, des postes de secours. Nous avons monté des tentes dans les parcs et dans d'autres lieux publics. Bien qu'ils soient encore étudiants, mes amis ont pu dispenser les premiers soins. Ces étudiants de l'époque ont entre-temps terminé leurs études et sont devenus médecins. À côté de leur travail à plein temps, ils ont continué à offrir leur aide aux victimes en tant que bénévoles. Actuellement, le groupe d'aidants comprend une centaine de personnes qui soutiennent toutes les victimes en plus de leur travail courant.'

Depuis plus de neuf ans, après le déversement fatal des déchets toxiques à Abidjan, Pipira s'occupe encore quotidiennement de nombreuses victimes de la catastrophe. Pipira: 'Les victimes me

téléphonent, m'adressent des mails, me rendent visite. Je leur offre un soutien en fonction de mes possibilités.'


Pouvez-vous nous raconter quelles sont vos expériences avec les victimes?

Pipira: 'Ce qui m'a beaucoup impressionné est ma rencontre avec une femme, à l'époque dans la fleur de l'âge; je l'appellerai Mira. Je l'ai rencontrée lorsque je montais une tente avec mes amis pour aider les victimes. Pour gagner de l'argent, afin de subvenir aux besoins de ses enfants, Mira récoltait les bouteilles vides qu'elle trouvait dans la décharge de Vridi Canal. Dès que les camions arrivaient avec une nouvelle livraison de déchets ménagers, elle se rendait directement à la décharge et fouillait de ses mains les ordures pour chercher les bouteilles utilisables. Si la bouteille contenait encore du liquide, elle la secouait dans ses mains pour en faire sortir le contenu et obtenait ainsi à nouveau une bouteille vide qui lui rapporterait de l'argent. Comme ce matin-là, de bonne heure, lorsque les camions ont déversé les déchets toxiques du Probo Koala. Elle a trouvé une bouteille contenant un liquide qu'elle a secoué énergiquement pour le faire sortir plus rapidement. C'est seulement après s'être aperçu que le liquide avait éclaboussé son visage et son corps qu'elle a compris que quelque chose n'allait pas. Elle se tordait de douleur et avait la sensation que son visage était en feu. C'est seulement plus tard qu'on a constaté que tout son visage était brûlé.'

Comment va-t-elle maintenant?

Pipira: 'Mal. Elle est marquée par des cicatrices douloureuses au visage qui ne partiront plus jamais. À cause de ces lésions, elle ne peut pas faire grand-chose et n'a donc plus de revenus. La vie à Abidjan est devenue trop chère pour elle. Son mari l'a laissé tomber lorsqu'il a vu son visage défiguré. Elle est retournée avec ses enfants dans le village d'où elle venait. Là non plus, elle n'a aucun moyen de subsistance. Je fais ce que je peux pour l'aider. C'est un cercle vicieux que l'on observe chez de nombreuses victimes. Leur état de santé est gravement affaibli par les lésions qu'elles ont subies. Pour cette raison, elles ne peuvent plus travailler et n'ont plus de revenus. Elles ne sont pas en mesure de payer les médicaments et la situation ne fait que s'aggraver.'

Pendant tout ce temps, Miamo a écouté attentivement le récit de Pipira. Il raconte qu'en 2006, il habitait tout près d'un des lieux où les déchets toxiques ont été déversés, le plateau Dokui. Il y possédait une entreprise de copie & impression. Le gouvernement a demandé aux personnes qui avaient des problèmes de santé de se présenter dans un hôpital. Il savait, en effet, qu'il devait également s'y rendre mais les longues files d'attente devant les hôpitaux l'ont retenu. Miamo: 'Lorsqu'on arrivait à huit heures du matin pour se mettre dans la queue, on n'était certainement pas aidé avant cinq heures de l'après-midi. Je ne pouvais pas quitter mon entreprise aussi longtemps.'



Il n'a pas pris ses symptômes au sérieux. Cependant, la douleur à l'estomac a empiré. En buvant du lait concentré, la douleur devait s'atténuer, lui a-t-on dit. Il a suivi le conseil, mais la douleur a persisté. C'est plus tard qu'il a compris que les douleurs étaient dues à l'exposition au sol contaminé. Dans l'intervalle, il a déménagé son entreprise vers un autre endroit d'Abidjan. Il y vend des livres et propose à nouveau un service de copie et d'impression. Tout comme Pipira, il combine le travail de sa propre entreprise avec le travail pour l'association des victimes.

Maintenant, Pipira possède sa propre entreprise de Télécommunication/IT. Pour pouvoir se rendre à Amsterdam en tant que président de l'association des victimes, il a dû employer quelqu'un pour effectuer son travail à Abidjan.

Pipira, vous êtes maintenant depuis plus de neuf ans actif auprès des victimes. Quand envisagez-vous de vous arrêter?

'Je considère le travail pour les victimes comme mon devoir moral. Je ne peux et ne veux donc pas passer outre. Je continuerai jusqu'à ce que des dispositions aient été prises pour les victimes afin d'améliorer leur conditions de vie, par exemple à l'aide de bons équipements sanitaires. En ce qui concerne également les soins de santé, il reste encore beaucoup à faire, comme l'obtention des médicaments. Un grand nombre de victimes souffre d'asthme. Pour ces personnes, un inhalateur est inabordable et elles ne peuvent même pas se permettre un spray nasal. Il faut également un



dédommagement financier bien que la souffrance de ces personnes ne puisse être compensée par de l'argent. Mais sans argent, les victimes n'ont aucune chance de mener une vie conforme à la dignité humaine. Avant la catastrophe, elles vivaient déjà dans des circonstances économiques difficiles. Mais maintenant qu'elles sont touchées par la maladie, leur chance d'une vie décente a encore diminué. Prenez l'exemple de Mira. Elle ne peut pas acheter de médicaments et est entièrement dépendante de l'aide qu'elle reçoit de l'association des victimes. Je fais maintenant ce travail depuis plus de neuf ans et je continuerai avec mes amis jusqu'à ce que justice soit faite.'

Lorsque j'ai demandé aux deux hommes si le sol était propre et s'il n'y aurait plus de victimes, ils ont réagi de façon sceptique.

Pipira raconte que les autorités assurent que le dernier sol contaminé a été supprimé fin 2015. Mais, il a des doutes à ce sujet.

Pipira: 'Lorsque la saison des pluies commencera en juin 2016 et que la puanteur aura disparu, on pourra alors penser que la situation s'est améliorée. Seule une enquête indépendante pourra déterminer si le sol est maintenant propre.'

beeradvocaten

aansprakelijkheidsrecht
& letselschade



(Photographie Hanna Hachula : Miamo Soumahoro, Pipira Yao)